

PÊCHE ILLICITE

La FAO a célébré le 10e anniversaire d'un traité historique



La 37e session du Comité des pêches (COFI37), le plus grand rassemblement mondial de décideurs, d'experts et de partenaires des secteurs de la pêche et de l'aquaculture, s'est tenue du 7 au 11 septembre 2026, au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome.

MALI

6 tonnes de viande de volaille avariée saisies à Bamako



FILIÈRE PORCINE DE CÔTE D'IVOIRE

Le président Charles Yacé donne des orientations pour renforcer le secteur



Le président de l'interprofession porcine de Côte d'Ivoire (INTER-PORCI), M. Charles Emmanuel Yacé, a donné des orientations aux acteurs pour assurer la pérennité de cette organisation, selon une note de l'organisation dont nous avons reçu copie.

ÉLEVAGE d'Afrique

INFO

Pour l'Élevage, la Pêche et les Chaînes de valeur

N°104 du Mardi 15 au lundi 21 septembre 2026 - Prix: 300 Fcfa

Hebdomadaire

CÔTE D'IVOIRE / SANTÉ ANIMALE

La vaccination du bétail, désormais obligatoire



« À compter de cette année 2026, la vaccination contre dix maladies animales est obligatoire sur toute l'étendue du territoire national », a affirmé le ministre des Ressources Animales et Halieutiques, Sidi Tiemoko Touré, lors du lancement officiel de la campagne de vaccination obligatoire contre les principales maladies animales, samedi 12 septembre 2026 à Minignan.

PRODUCTION ANIMALE

Lancement, à Abidjan, d'un projet de financement du développement de l'élevage



Le Premier ministre ivoirien, Robert Beugré Mambé, a procédé au lancement un projet destiné à préparer le financement d'investissements dans le secteur de l'élevage, lundi 14 septembre 2026 à Abidjan.

Ce projet a pour objectif de réduire la dépendance du pays aux importations de produits animaux. Le Projet de préparation pour le financement des activités de développement de l'élevage en Côte d'Ivoire (PPF économie animale), financé par le Fonds africain de développement (FAD) et l'État ivoirien,

avec l'appui technique de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), sera mis en œuvre sur 12 mois par une unité de gestion rattachée au Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH). Le projet prévoit notamment des études de faisabilité technico-économique, des évaluations des impacts environnementaux et sociaux ainsi que l'élaboration d'un plan d'investissement inclusif. « Notre ambition est claire en la matière : produire davantage, produire mieux, produire de manière durable

afin de réduire progressive-ment notre dépendance aux importations et renforcer notre souveraineté alimentaire », a déclaré M. Mambé lors de la cérémonie de lancement à l'auditorium de la Primature. Le Premier ministre a souligné l'écart entre la production nationale et les besoins de consommation et appelé à accélérer la modernisation des filières animales, à renforcer leur compétitivité et à favoriser l'investissement privé. Il a également plaidé pour une coopération entre l'État, le secteur privé, les organisations interprofessionnelles, les collectivités territoriales et les partenaires techniques et financiers, estimant que les études prévues doivent aboutir à des projets susceptibles d'être financés. Selon le coordonnateur du PPF économie animale, Bakayoko Abdul-Ramane, le projet doit permettre de disposer d'études nécessaires à la préparation d'investissements destinés à moderniser les filières de l'élevage, tout en créant des opportunités pour les femmes et les jeunes. Le ministre des Ressources animales et halieutiques, Sidi Tiémoko Touré, a

inscrit le projet dans la Politique nationale de développement de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture (PONADEPA) 2026-2030, alignée sur le Plan national de développement (PND) 2026-2030. Cette politique doit couvrir l'ensemble de la chaîne de valeur, des intrants et de l'alimentation animale à la production, la transformation, la conservation, le transport, la commercialisation, la recherche, la formation et les services financiers. Le ministre a également annoncé la création de 14 Zones de développement de l'économie animale et de l'économie bleue (ZODE-CAB), destinées à rapprocher producteurs, entreprises, investisseurs, institutions financières et centres de recherche et de

formation. Au nom de la Banque africaine de développement (BAD), son directeur général adjoint pour l'Afrique de l'Ouest, Joseph Ribeiro, a réaffirmé l'engagement de l'institution à accompagner la Côte d'Ivoire dans la transformation du secteur, notamment par des investissements et une meilleure structuration des chaînes de valeur. L'économie animale représente 8,3 % du PIB agricole et fait vivre près de 2,8 millions de personnes. La production nationale couvre actuellement 49 % des besoins en viande et 15 % de ceux en lait, tandis que les importations de produits animaux dépassent 782 milliards de FCFA par an.

Sandrine KOUADJO et AIP

CÔTE D'IVOIRE / FILIÈRE AVICOLE

Le ministre Sidi Touré a pris part à la foire italienne FierAvicola



M. Sidi Touré était, mardi 8 septembre 2026, aux côtés de S.E. Mme Roberta Di Lecce, Ambassadrice d'Italie en Côte d'Ivoire. Le Ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques prenait part, à Abidjan-Cocody, à la Foire dédiée à l'aviculture dénommée FierAvicola. C'était en

présence de nombreux acteurs de la filière avicole ivoirienne, italienne et sous-régionale.

Cette foire était une parfaite occasion de rapprochement entre les entreprises italiennes et des acteurs avicoles de la filière ivoirienne. C'est une bonne opportunité qui peut favoriser les échanges d'expériences et

de créer de nouvelles relations économiques et commerciales. Il faut noter que l'aviculture ivoirienne dispose d'un important potentiel de croissance. Pour le renforcer, nous devons continuer à encourager l'innovation, les partenariats et les investissements, tout en favorisant l'accès à des solutions modernes et adaptées aux réalités de nos éleveurs et de nos entreprises. Le Ministre Sidi Touré a mis à profit cette rencontre pour inviter les entreprises ivoiriennes et sous-régionales à saisir pleinement cette opportunité pour découvrir les dernières innovations, rencontrer de nouveaux partenaires et explorer de nouvelles perspectives d'affaires.

Par Aristide KOFFI

GUINÉE

L'Etat veut placer l'expertise vétérinaire au cœur de la transformation de l'élevage

Le Ministère de l'Élevage de Guinée ambitionne de placer la science, l'expertise vétérinaire et la prévention sanitaire au cœur de la transformation structurelle de l'élevage guinéen. Le ministre de l'Élevage, Alpha Bacar Barry a, à cet effet, reçu en audience la Direction générale du Laboratoire central vétérinaire de diagnostic de Conakry, selon une note émanant de ce département ministériel. Le Ministre et ses hôtes ont eu une séance de travail qui a permis de dresser un état des lieux opérationnel et stratégique de l'institution à savoir les missions, capacités techniques et scientifiques, résultats obtenus, contraintes, besoins prioritaires et perspectives de développement. Au cœur des échanges : la nécessité de consolider les capacités nationales en matière de diagnostic des maladies animales, de surveillance épidémiologique et d'alerte sanitaire, afin de permettre une réponse plus rapide et plus efficace face aux risques sanitaires qui affectent les cheptels et les productions animales. À travers cette démarche, le Ministère de l'Élevage entend placer la science, l'expertise vétérinaire et la prévention sanitaire au cœur de la transformation structurelle de l'élevage guinéen. Le Laboratoire central vétérinaire de diagnostic est placé sous la tutelle technique du Ministère de l'Élevage et de la tutelle financière du Ministère en charge des finances. Il a pour mission d'assurer le diagnostic des pathologies animales, la production et la vérification de la qualité des vaccins et des produits vétérinaires, l'analyse bromatologique et le contrôle de qualité sanitaire des denrées alimentaires animales et d'origine animale. À ce titre, il est particulièrement chargé d'assurer le diagnostic des maladies animales, y compris les zoonoses d'évaluer la résistance antimicrobienne, d'assurer la production des vaccins vétérinaires. Le laboratoire évalue aussi la qualité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale et évalue la qualité sanitaire et la valeur nutritive des aliments destinés à l'alimentation animale.

Par MYNA

PRODUCTION ANIMALE

L'Afrique du Sud ouvre ses portes au marché de la viande rouge égyptien

Le secteur de la viande rouge sud-africaine a ouvert ses portes à celui de l'Égypte après la fin des négociations techniques bilatérales sur le Certificat Sanitaire Vétérinaire (CSV), a annoncé africavet, le 9 septembre 2026. Pour un secteur durement touché par la fièvre aphteuse (FA), cette avancée réglementaire offre une bouée de sauvetage essentielle pour stabiliser les prix à la ferme. L'officialisation des négociations sur le Certificat Sanitaire Vétérinaire marque notamment le début des expéditions vers l'Égypte. Longtemps fermé aux marchés étrangers en raison de la fièvre aphteuse, cet accord a été accueilli avec enthousiasme par l'Organisation des Producteurs de Viande Rouge (RPO), qui subissait de plein fouet les effets de



cette épidémie. La réouverture du secteur de la viande rouge sud-africaine à l'Égypte permettra le

redressement des prix sur toute la chaîne de valeur des feedlots, longtemps restés à la baisse mal-

gré la hausse des coûts des veaux d'engraissement. Le ministre de l'Agriculture, Willie Aucamp,

a souligné que l'élargissement des destinations d'exportation est essentiel pour soutenir les économies rurales et favoriser la croissance agricole. Plusieurs dirigeants du secteur, notamment le PDG du RPO, le Dr Frikkie Maré, indiquent la prochaine frontière politique cruciale : négocier des protocoles permettant l'exportation sûre de viande provenant d'animaux vaccinés. Pour l'agriculture africaine, l'Égypte représente bien plus qu'une simple destination d'importation ; elle prouve qu'une diplomatie vétérinaire rigoureuse et une biosécurité solide peuvent rouvrir des portes et maintenir les producteurs locaux compétitifs à l'échelle mondiale.

Par Sandrine K.

BÉNIN

Une entreprise d'élevage renforce la production locale d'aliments pour animaux

L'entreprise Ehua Industries a officiellement inauguré récemment, son complexe agro-industriel dans la zone industrielle de Glo-Djigbé, au Bénin.

Spécialisée dans la nutrition animale, cette nouvelle unité ambitionne de renforcer l'approvisionnement des filières d'élevage tout en valorisant la production locale de soja. Le complexe met en place une chaîne de valeur intégrée destinée principalement aux secteurs de l'élevage. L'entreprise prévoit de transformer le soja local pour en extraire notamment de l'huile et produire des tourteaux, qui serviront ensuite à la fabrication d'aliments complets destinés aux volailles, aux porcins et aux lapins. L'infrastructure comprend une Unité de Trituration de Soja (UTS), d'une capacité de 100 000 tonnes par an, ainsi qu'une Usine d'Aliments pour Bétail (UAB), capable de produire jusqu'à 180 000 tonnes par an. Ehua Industries prévoit également de collecter chaque année 100 000 tonnes de soja auprès des producteurs béninois afin d'alimenter ses unités de transformation. La cérémonie d'inauguration a réuni des membres du



gouvernement, des représentants du secteur agricole ainsi que plusieurs partenaires financiers. Au cours de cette cérémonie qui s'est tenue le vendredi 4 septembre 2026, le directeur général de la SIPI-Bénin S.A, Létondji Beheton, a salué l'aboutissement d'un projet ayant nécessité trois années de conception, de travaux et d'investissements. Il a souligné que cette implantation vient désormais renforcer le tissu industriel de la zone de Glo-Djigbé. Selon lui, la production locale d'aliments pour animaux permettra de répondre aux besoins des éleveurs tout en créant de nouveaux débouchés pour les producteurs de maïs, de soja et de coton. Le projet représente un investissement de plus de 28 milliards de francs CFA et s'étend sur huit hectares. La promotrice d'Ehua Industries, Anick

Achi Magne, a expliqué que le choix de Glo-Djigbé répondait à la volonté de bénéficier d'un environnement industriel adapté. Elle a également assuré que le complexe a été conçu selon les normes internationales de qualité. Pour sa part, le président du Conseil d'administration d'Ehua Industries, Christian Assossou, a présenté cette infrastructure comme un outil concret au service de la souveraineté alimentaire du Bénin. Il a annoncé la création de 500 emplois directs et de plus de 1 500 emplois indirects. Il a également remercié les partenaires financiers du projet, notamment la Banque Nationale d'Investissement de Côte d'Ivoire (BNI CI), la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD), la NSIA Banque Bénin et Sud Capital S.A, d'après matinlibre.com.

Par Audrey BAN

MALI

6 tonnes de viande de volaille avariée saisies à Bamako

La Brigade mobile d'intervention a intercepté un camion transportant 600 cartons de viande de volaille avariée au marché de Médina- la Brigade mobile d'intervention (BMI) de Bamako a effectué, le 1er septembre 2026, une importante saisie de produits alimentaires d'origine étrangère au marché de Médina-Courra. L'opération, menée sur la base d'un renseignement, a permis aux agents d'intercepter un camion suspect. Le véhicule, présenté comme transportant du sable, du gravier ou encore des ordures, a été placé sous surveillance avant d'être intercepté et contrôlé. La fouille a permis aux agents de découvrir à son bord 600 cartons de viande de volaille avariée, représentant un poids total de 6 000 kilogrammes, soit six tonnes. Le camion a ensuite été conduit dans les locaux de la Douane pour les suites de la procédure. Selon malijet.com, cette saisie constitue une opération importante dans la lutte contre la circulation de produits alimentaires impropres à la consommation. Elle participe également à la protection de la santé des populations et au contrôle du marché. L'opération contribue enfin à la préservation de la production avicole nationale et à la protection des opérateurs économiques qui respectent les règles en vigueur.

Par Amy S.



CÔTE D'IVOIRE / SANTÉ ANIMALE

La vaccination du bétail, désormais obligatoire

« À compter de cette année 2026, la vaccination contre dix maladies animales est obligatoire sur toute l'étendue du territoire national », a affirmé le ministre des Ressources Animales et Halieutiques, Sidi Tiemoko Touré, lors du lancement officiel de la campagne de vaccination obligatoire contre les principales maladies animales, samedi 12 septembre 2026 à Minignan.

Cette campagne de vaccination nationale a pour objectif de renforcer la prévention et le contrôle des maladies animales prioritaires sur l'ensemble du territoire national. Elle permettra d'informer et de sensibiliser les acteurs, les populations et les autorités administratives, de mobiliser les services vétérinaires, les organisations d'éleveurs et de renforcer l'adhésion des détenteurs d'animaux aux mesures de prophylaxie obligatoire. En Côte d'Ivoire, l'élevage



cination obligatoire concerne 10 maladies principales, dont la dermatose nodulaire contagieuse, la fièvre charbonneuse, la maladie de Newcastle, la maladie hémorragique du lapin, la pasteurellose bovine, la péripneumonie contagieuse bovine, la peste des petits ruminants, la rage, le charbon symptomatique, la trypanoso-

localité partage une double frontière avec le Mali et la Guinée. Renforcer les mesures de protection du cheptel de cette région permet donc de protéger tout le cheptel ivoirien.

« Si nous arrivons à protéger les animaux ici dans le Folon, nous protégeons aussi les animaux de toute la Côte d'Ivoire », a-t-il ajouté.

En 2024, la peste porcine a coûté plus de 20 milliards de francs CFA aux éleveurs

Le ministre a rappelé les impacts des maladies animales sur l'économie nationale, notamment ceux de la peste porcine africaine, qui a coûté plus de 20 milliards de francs CFA aux éleveurs en 2024. Ces impacts ont poussé le gouvernement ivoirien à prendre une décision majeure en faveur de la protection du cheptel national à travers cette campagne. Lors du lancement de

cette opération, le directeur des Services vétérinaires et du Bien-être animal (DSVBA), le Dr Kallo Vessaly, a, pour sa part, expliqué le déroulement de cette campagne. Elle sera conduite par deux catégories d'acteurs. Dans les zones où un vétérinaire privé est installé et mandaté par l'État, celui-ci assurera les opérations de vaccination. Dans les autres zones, cette mission sera prise en charge par les agents des Services vétérinaires. Les Directions régionales et départementales veilleront, partout, à la supervision des activités, à la qualité des interventions, à la disponibilité des vaccins et à la transmission régulière des données. De manière pratique, le passage de l'équipe dans chaque localité se déroulera selon cinq étapes essentielles. D'abord, une annonce du passage sera faite plusieurs jours à l'avance, par le chef du village, la radio et les organisations d'éleveurs. Puis, le rassem-

blement des animaux au point de vaccination, avec l'aide des propriétaires.

Renforcer l'immunité collective

Les vétérinaires procéderont ensuite à la contention et à la vaccination, avec des vaccins conservés dans la chaîne du froid, des seringues propres et du matériel de protection. Les séances de vaccination seront suivies de l'identification de l'animal vacciné, par un collier, une marque ou une bague, qui sera enfin enregistré dans un carnet de vaccination, remis au propriétaire, et dans le registre de l'équipe. L'enregistrement constitue une étape déterminante. Un animal vacciné mais non enregistré n'apparaît pas dans les statistiques officielles, et son propriétaire ne dispose d'aucune preuve du respect de l'obligation vaccinale. Les données collectées par chaque équipe seront transmises chaque semaine à la Direction départementale, consolidées par la Direction régionale, puis suivies au niveau national par la DSVBA. Elles porteront notamment sur le nombre d'animaux vaccinés par espèce et par maladie, les doses reçues et utilisées, les localités couvertes ainsi que les éventuels incidents signalés. Pour finir, le Dr Kallo Vessaly a insisté sur l'objectif de cette campagne, qui consiste à vacciner le plus grand nombre d'animaux possible, dans le plus grand nombre de localités, avant le 31 décembre 2026, afin de renforcer l'immunité collective et de limiter durablement la circulation des principales maladies animales.

Par Sandrine KOUADJO



constitue une composante importante de l'économie nationale, de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence des populations rurales. Selon les données du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH), les effectifs du cheptel national en 2025 sont estimés à 1 927 455 bovins, 2 738 287 ovins, 5 994 161 caprins, 461 562 porcins et 129 220 503 volailles, dont 92 803 266 issues des élevages modernes et 36 417 237 de l'aviculture traditionnelle. La contribution du sous-secteur de l'élevage à l'économie est par ailleurs estimée à environ 1 161 milliards de FCFA. Le gouvernement ivoirien a donc fait de la protection animale l'une de ses priorités majeures. Lancée à Minignan, cette campagne de vac-

mosse. La dixième maladie, ne pouvant être prévenue par la vaccination, fera l'objet de mesures spécifiques, notamment la lutte contre les mouches tsé-tsé et le traitement des animaux atteints.

Vaccination obligatoire

« À compter de cette année 2026, la vaccination contre neuf maladies animales est obligatoire sur toute l'étendue du territoire national. Désormais, faire vacciner ses animaux n'est plus seulement une recommandation. C'est un devoir de responsabilité individuelle et collective », a expliqué le ministre. Si Minignan a été choisie, c'est avant tout en raison de sa position stratégique. Cette



PÊCHE ILLICITE

La FAO a célébré le 10e anniversaire d'un traité historique

La 37e session du Comité des pêches (COFI37), le plus grand rassemblement mondial de décideurs, d'experts et de partenaires des secteurs de la pêche et de l'aquaculture, s'est tenue du 7 au 11 septembre 2026, au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome.



Avant l'ouverture de la session, la FAO a organisé une célébration marquant le 10e anniversaire de l'entrée en vigueur de l'Accord sur les mesures du ressort de l'État du port (AMRP), le premier accord international contraignant visant spécifiquement la pêche illícite, non déclarée et non réglementée (INN). La célébration a été marquée par une table ronde réunissant des ministres et des dignitaires de haut niveau de six

Parties, dont la Chine, la France, le Ghana, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Arabie saoudite et les États-Unis d'Amérique. Ce traité, négocié par la FAO, compte 86 parties, représentant 110 États membres de la FAO, et vise à empêcher les navires se livrant à des activités INN d'utiliser les ports et de débarquer leurs prises. Près

des trois quarts des États côtiers sont désormais liés par l'AMRP. La Moldavie a été accueillie le lundi 7 septembre 2026 comme le dernier pays à avoir soumis son instrument d'adhésion. « L'augmentation récente du nombre de membres témoigne de la reconnaissance croissante du fait qu'une action efficace

contre la pêche INN exige une coopération transfrontalière et interrégionale », a déclaré le Directeur général de la FAO, QU Dongyu. Il a plaidé pour la pleine mise en œuvre de la « Stratégie de Bali », une feuille de route pour 2023 visant à convaincre davantage de pays d'adhérer au PSMA et à accélérer l'échange d'informations afin de partager les données d'inspection à l'échelle mondiale. Les Parties s'engagent à vérifier la conformité des navires étrangers avant d'autoriser leur entrée, faisant du PSMA un mécanisme efficace et rentable pour empêcher l'entrée sur les marchés internationaux de produits issus de pratiques de pêche illícite, non déclarée et non réglementée (INN). Plus de 22 000 inspections PSMA sont menées chaque année dans près de 700 ports désignés des Parties. La FAO a offert une assistance technique et un renforcement des capacités à plus de 80 États membres. La réunion COFI37 a examiné l'état actuel des pêches

et de l'aquaculture mondiales dans un contexte de pressions croissantes sur les écosystèmes aquatiques et de demande croissante de produits aquatiques. L'ordre du jour a abordé les priorités actuelles et les nouveaux défis mondiaux tels que la pêche illícite, non déclarée et non réglementée (INN), l'adaptation au changement climatique, le soutien à la pêche artisanale et à l'aquaculture, ainsi que l'évolution de la gouvernance internationale des océans. Le Directeur général Qu a souligné l'importance des orientations du COFI pour un secteur qui a quintuplé au cours des soixante dernières années. Il s'est félicité de la croissance rapide de la production aquacole, a mis en lumière son potentiel hors d'Asie et a appelé le COFI à formuler des recommandations pour que la croissance future de l'aquaculture soit écologiquement durable, socialement responsable et économiquement viable.

Source : FAO

FILIÈRE PORCINE DE CÔTE D'IVOIRE

Le président Charles Yacé donne des orientations pour renforcer le secteur

Le président de l'interprofession porcine de Côte d'Ivoire (INTERPORCI), M. Charles Emmanuel Yacé, a donné des orientations aux acteurs pour assurer la pérennité de cette organisation, selon une note de l'organisation dont nous avons reçu copie.

2026, M. Yacé a exprimé sa reconnaissance aux acteurs de la filière porcine pour le chemin parcouru et a souligné l'importance de préparer l'avenir de l'interprofession. Il a rappelé que depuis la création de l'interprofession le 10 Octobre 2011, les membres présents ont mené plusieurs activités qui ont propulsé la filière à une place imposante sur le plan national. Il s'est dit optimiste sur quant à l'avenir de l'INTER-



PORCI, malgré la présence des maladies animales, dont notamment la Peste Porcine Africaine. Charles Emmanuel Yacé a évoqué le renouvellement des instances et des délégués dont le mandat statutaire de trois ans

est arrivé à échéance, ajoutant que cette étape permettra de construire une filière porcine ivoirienne plus forte, solidaire et prospère. Pour ce faire, il a invité tous les membres à participer activement et dans un esprit de

cohésion, de fraternité et de responsabilité au processus électoral. M. Yacé a donc instruit au Secrétaire Exécutif de l'INTERPORCI, M. Kouakou Yao Jeannot, d'apporter son soutien à l'organisation des réunions du Conseil d'Administration et des Assemblées générales électives des différentes associations de la filière porcine.

La question de la gouvernance

Selon le Président de L'INTERPORCI, ce processus répond à quatre principaux objectifs : respecter les statuts et règlements intérieurs, en permettant aux responsables arrivés au terme de leur mandat de rendre compte et de renouveler leur légitimité, renforcer la démocratie interne, en donnant aux différents maillons de la filière production, transformation et commercialisation, la possibilité

de choisir leurs représentants. Le renouvellement des instances permettra aussi de redynamiser l'interprofession, afin de mieux faire face aux défis tels que la Peste Porcine Africaine, la biosécurité, l'amélioration de la productivité et le développement du marché national. Cela peut également d'améliorer, selon M. Yacé, la représentativité, en intégrant les nouvelles coopératives, les nouveaux acteurs et les compétences émergentes dans les différentes régions. M. Germain Nawoya, Président du collège des producteurs et Vice-président de L'INTERPORCI, a renchéri sur l'opinion du Président Yacé, en affirmant qu'il y a nécessité de réorganiser les différents collèges, en soulignant la question de gouvernance au sein des associations d'éleveurs de porcs.

Par Mireille YAPO

NIGÉRIA

Le Ministre exhorte les jeunes saisir les opportunités de l'élevage

Le ministre du Développement du Bétail du Nigéria, Idi Mukhtar Maiha, a exhorté les jeunes du nord du Nigeria à profiter des opportunités dans le secteur de l'élevage, qui, selon lui, pourrait passer de sa valeur actuelle de 32 milliards de dollars à 74 milliards de dollars d'ici 2035.

Maiha a fait cet appel lors du Sommet agricole et d'innovation d'Arewa 2026 tenu à l'Université Bayero, Kano, le 5 septembre 2026, où il a décrit le bétail comme l'un des « fruits les plus accessibles » du Nigeria pour la création d'emplois. Il a déclaré qu'environ 95 % des ressources d'élevage du pays se trouvaient dans le Nord, mais a déploré que les animaux soient encore transportés sur de longues distances et



commerçés principalement sous forme brute, entraînant d'importantes pertes économiques. Le mi-

nistre a cité le marché de bétail de Maigatari dans l'État de Jigawa, où des transactions d'une valeur d'en-

viron 7 milliards de Naira (2,956,800,000 Franc CFA) sont effectuées chaque semaine, mais avec peu de valeur ajoutée. Il a indiqué que le gouvernement fédéral travaillait avec les États du Nord et l'Assemblée nationale pour établir des abattoirs modernes via des partenariats public-privé, ajoutant que le transport et le commerce d'animaux vivants seraient progressivement supprimés dans les deux à trois prochaines années. Selon Maiha, un abattoir moderne traitant 500 taureaux par jour pourrait créer environ 10 000 emplois dans la production animale, l'approvisionnement en fourrage, les services vétérinaires, le transport, la transformation de la viande et la logistique de la chaîne du froid. Il a exhorté les jeunes à dépasser l'agriculture traditionnelle et à explorer les opportunités dans la transformation du bétail, l'alimentation animale, le cuir, les engrais biologiques et d'autres sous-produits. Maiha a noté que Lagos à elle seule consomme environ 2,9 millions de bovins par an, affirmant que transformer les animaux dans

le Nord avant le transport de la viande réduirait les pertes et créerait plus de valeur économique. « Ne quitte pas l'université et ne commence pas à écrire des lettres de candidature. Quittez l'université, pensez à l'auto-emploi et pensez aussi à employer des personnes », a-t-il dit aux participantes. Plus tôt, le président du sommet, le professeur Attahiru Jega, avait déclaré que 200 agripreneurs émergents avaient été formés à l'élevage, à la volaille, à l'horticulture et à la pêche afin de transformer l'intérêt des jeunes et des femmes pour l'agriculture en entreprises durables. Le coordinateur du sommet, Hauwa Liman, a déclaré que plus de 20 000 jeunes avaient été mobilisés dans sept États lors des Youth Opportunity Summits au cours des deux dernières années. L'événement proposait également des concours de pitching de startups et de cuisine, les gagnants de chaque catégorie recevant un grand prix de 1 million de Naira (422 400 Franc CFA).

Par S.K et Agronigeria

ÉLEVAGE

La Tanzanie introduit un modèle financier pour les producteurs laitiers

Le gouvernement a soutenu un nouveau modèle de financement qui permettra aux petits éleveurs d'acquérir des vaches laitières et de rembourser leurs prêts grâce aux ventes de lait, dans le cadre des efforts déployés pour accroître la productivité et les revenus des ménages dans le secteur de l'élevage.

L'initiative, connue sous le nom d'iMbeju Kilimo - Kopa Ng'ombe, Lipa Maziwa, soutenue par la Fondation CRDB Bank, vise à répondre à certains des défis auxquels sont confrontés les petits éleveurs de bétail en les reliant à des actifs productifs, des services financiers, des connaissances techniques, la technologie, l'assurance et les marchés. Dans le cadre de ce programme, les agriculteurs reçoivent des vaches laitières et remboursent le financement grâce aux revenus générés par la production laitière, créant ainsi un modèle destiné à permettre aux éleveurs de développer leurs exploitations sans avoir à supporter le fardeau des



remboursements de prêts classiques. Lors de son intervention au lancement, le Dr Bashiru, ministre de l'Élevage et de la Pêche, a déclaré que cette initiative représentait une forme importante d'autonomisation économique inclusive, car elle permet aux agriculteurs de transformer le bétail en actifs productifs et le lait en une source de revenus réguliers. Il a déclaré que le critère ultime de réussite du programme ne devrait pas se limiter au nombre de têtes de bétail distribuées, mais plutôt à la

capacité des agriculteurs à augmenter leur production laitière et à améliorer leurs revenus. Le Dr Bashiru a également mis en garde les parties prenantes impliquées dans le programme, notamment les institutions financières, quant à la gestion de l'assurance bétail, affirmant qu'une protection efficace contre les risques était essentielle pour que les agriculteurs puissent préserver leurs investissements et atteindre les objectifs du programme. Ses remarques mettent en lumière un défi majeur lié au développe-

ment du financement de l'élevage, où les maladies, la mortalité animale et d'autres risques peuvent compromettre la capacité des agriculteurs à générer des revenus et à rembourser leurs prêts. La directrice générale de la Fondation CRDB Bank, Esther Tully Mwambapa, a déclaré que le programme était conçu pour aider les petits éleveurs à passer d'une agriculture à faible productivité à des entreprises commercialement viables. Elle a déclaré que la fondation combinait financement, connais-

sances, technologies, gestion des risques et accès au marché, faisant valoir qu'une autonomisation durable nécessitait plus que le simple fait de fournir de l'argent aux agriculteurs. Les bénéficiaires rembourseront les prêts grâce au lait produit par le bétail, liant ainsi efficacement financement, production et remboursement au sein d'une même chaîne de valeur. Ce programme intervient alors que le secteur laitier tanzanien poursuit son expansion. La production nationale de lait est passée d'environ 3,9 milliards de litres en 2023/24 à 4,2 milliards de litres en 2025/26, atteignant ainsi près de 97 % de l'objectif annuel de 4,3 milliards de litres. Cette croissance souligne le potentiel de l'industrie laitière à contribuer aux revenus ruraux, à l'emploi et à la sécurité alimentaire, tout en créant des opportunités d'investissement tout au long de la chaîne de valeur du lait. Pour que le nouveau modèle de financement produise des résultats durables, les agriculteurs auront toutefois besoin de services de vulgarisation fiables, de races laitières de qualité, de services de santé animale abordables, d'une assurance efficace et de marchés fiables pour leur lait.

Source : thefishingdaily.com

ÉTATS-UNIS

Trump signe des décrets pour protéger les troupeaux, soutenir les éleveurs et renforcer la filière viande

Le président américain Donald Trump a signé vendredi 4 septembre 2026 plusieurs décrets destinés à soutenir les éleveurs de bétail, notamment en renforçant les moyens de protection des troupeaux contre les loups, en développant les capacités de transformation de la viande et en avançant sur la question de l'étiquetage de l'origine du bœuf.

Ces mesures interviennent alors que les prix de la viande bovine atteignent des niveaux records aux États-Unis. Lors d'une cérémonie organisée dans le Bureau ovale, Donald Trump a annoncé des dispositions permettant notamment aux éleveurs de mieux protéger leurs troupeaux contre les loups gris. Son administration entend également faciliter la transformation et la commercialisation par les agriculteurs et les éleveurs de produits issus directement de leurs exploitations. Le décret consacré à l'étiquetage du pays d'origine ne rétablit toutefois pas l'obligation d'indiquer systématiquement la provenance du bœuf. Le président américain a reconnu que des mesures supplémentaires, notamment une intervention du Congrès, seront

nécessaires pour permettre aux consommateurs de disposer de davantage d'informations sur l'origine de la viande. La protection des troupeaux contre les loups constitue depuis plusieurs années une revendication importante des éleveurs américains. Ces derniers estiment que les attaques de loups, particulièrement contre les veaux, entraînent des pertes importantes et les contraignent à renforcer la surveillance de leurs exploitations. Dans une grande partie des États-Unis, les loups gris bénéficient encore d'une protection au titre de la loi fédérale sur les espèces menacées, avec toutefois des régimes de protection différents selon les régions. Ces annonces interviennent dans un contexte particulièrement tendu pour la filière bovine américaine. Le prix du bœuf au détail a atteint des niveaux records cette année, tandis que le cheptel bovin national est tombé à son niveau le plus bas depuis 75 ans. La sécheresse et les incendies de forêt ont également contribué à réduire l'offre de bétail, compliquant les efforts de l'administration pour faire baisser les prix sans fragiliser davantage les éleveurs américains. Pour répondre à la hausse des prix, l'administration Trump a récemment élargi temporairement l'accès à des importations de



parures de bœuf maigre bénéficiant de droits de douane réduits, à hauteur de 300 000 tonnes métriques sur une période de trois mois.

Craintes des producteurs

Washington justifie cette décision par la nécessité d'accroître rapidement l'offre disponible pour les consommateurs. Cette politique suscite toutefois l'inquiétude des producteurs américains. Les éleveurs redoutent qu'une hausse des importations ne fasse pression sur les prix du bétail produit localement et ne réduise les incitations à reconstituer le cheptel national. La question de l'étiquetage de l'origine constitue également une re-

vendication ancienne d'une partie des producteurs américains. Ceux-ci souhaitent notamment que les consommateurs puissent clairement distinguer le bœuf produit aux États-Unis de celui provenant de l'étranger. Les obligations fédérales d'étiquetage du pays d'origine pour le bœuf et le porc avaient été supprimées par le Congrès en 2015, après plusieurs décisions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) faisant suite à des contestations du Canada et du Mexique. Les entreprises peuvent actuellement utiliser volontairement la mention « *Product of USA* », à condition de respecter les règles fédérales en vigueur. L'administration américaine se retrouve ainsi face

à une équation délicate : augmenter les importations pour répondre rapidement à la demande et tenter de faire baisser les prix, tout en encourageant les éleveurs à accroître la production nationale. Donald Trump estime que les importations peuvent apporter un soulagement immédiat aux consommateurs, le temps de reconstruire le cheptel américain. Les producteurs, eux, craignent qu'un afflux de viande étrangère ne compromette leurs efforts pour relancer la production. Parallèlement, la Maison-Blanche veut renforcer le rôle des petits transformateurs de viande. Les nouvelles mesures visent notamment à faciliter la transformation du bétail directement par les agriculteurs et les éleveurs, dans l'objectif de diversifier le secteur et de réduire la dépendance à l'égard des grandes entreprises américaines de conditionnement de viande, rapporté par zone-bourse.com.

Par Amy. SANGARE

THAÏLANDE

La santé du bétail au cœur d'un élevage laitier moins émetteur

En Thaïlande, l'amélioration de la santé du bétail s'impose comme un levier pour rendre l'élevage laitier plus efficace et réduire son intensité en émissions de gaz à effet de serre. L'entreprise TH true MILK mise notamment sur les technologies numériques, les soins vétérinaires préventifs, la nutrition de précision et le bien-être animal pour améliorer les performances de son troupeau. Selon le Dr Tran Trung My, directeur de la qualité des exploitations agricoles chez TH, la gestion proactive de la santé des vaches permet d'agir à la fois sur leur productivité, la qualité du lait et l'utilisation des ressources. Dans ses exploitations laitières de haute technologie, l'entreprise suit ainsi différents indicateurs liés à la santé, à la reproduction



et aux performances des animaux. Les données recueillies grâce au système Afifarm permettent aux équipes de mieux évaluer les animaux et d'identifier ceux qui peuvent intégrer des programmes d'amélioration génétique. Ces programmes peuvent notamment recourir à des techniques de reproduction avancées, comme la fécondation in vitro, afin de constituer progressivement un troupeau

plus sain, performant et adapté aux conditions d'élevage. La nutrition constitue également un élément important de cette stratégie. TH true MILK utilise la méthode de la ration totale mélangée (TMR), qui consiste à préparer une alimentation équilibrée adaptée aux différents groupes de bovins. Le logiciel italien NDS est utilisé pour formuler les rations, tandis que la technologie israélienne 1-ONE

permet de contrôler le mélange et la distribution des aliments. Cette approche vise à apporter aux vaches une alimentation adaptée à leurs besoins tout en limitant les pertes et en optimisant l'utilisation des ressources. Une meilleure santé animale et une alimentation plus précise peuvent ainsi contribuer à améliorer l'efficacité de l'élevage et, à terme, à réduire l'intensité des émissions liées à la production laitière. Dans un contexte marqué par la hausse de la demande alimentaire et les enjeux climatiques, la santé animale apparaît donc comme un élément central pour construire un élevage laitier plus productif et plus durable, d'après vietnam.vn/Fr.

Par Aristide KOFFI

ÉLEVAGE
d'Afrique

SOCIÉTÉ EDITRICE:
MOAHE COMMUNICATION
Tel.: +225 27 22 23 87 66
Cel.: +225 05 06 91 97 36

moahcommunication@gmail.com

SIÈGE SOCIAL:
Abidjan Cocody Angré 7è Tranche
ilot M 1001 logements

GÉRANT & DIRECTEUR
DE PUBLICATION:
Charles Lambert TRA BI
+225 07 07 87 98 43
+225 01 01 04 50 00

DIRECTEUR
DES RÉDACTIONS:
OUATTARA Dit Vali
+225 07 07 20 44 47

RÉDACTEUR EN CHEF:
André SELFOUR
+225 07 77 00 77 16

SERVICE COMMERCIAL:
+225 01 52 83 72 72

MAQUETTISTE:
Consty HENNEKA
hennekaco@gmail.com

RÉCÉPISSÉ DU PROCUREUR
DE LA RÉPUBLIQUE:
N° 021 du 1er août 2024

TIRAGE: 1500 exemplaires

IMPRESSION:
HOODA GRAPHICS



MIRAH
Ministère des Ressources
Animales et Halieutiques

EN CETTE SAISON DES PLÜIES LA PPA N'EST PAS LOIN

La Peste Porcine Africaine (PPA)
est une **maladie virale** très contagieuse
et **mortelle** chez les porcs.

Elle n'affecte pas l'homme, mais peut détruire
entièrement un élevage et entraîner de
lourdes pertes économiques.



POURQUOI LA SAISON DES PLÜIES ACCROÎT LE RISQUE DE PPA ?

Les eaux de pluie
peuvent transporter le
virus ainsi que des
matières contaminées.

Les porcs sont
regroupés dans des
espaces réduits,
ce qui augmente
les contacts.

La boue souille
les bottes, véhicules
et matériels et peut
diffuser le virus.

L'humidité rend le
nettoyage et la
désinfection plus
difficiles si les mesures
de biosécurité ne sont
pas rigoureuses.

Les inondations et les
mouvements d'animaux
accroissent les contacts
entre élevages.

ADOPTÉZ CES BONNES PRATIQUES POUR PROTÉGER VOS ÉLEVAGES

1. QUARANTAINE OBLIGATOIRE

Tout nouveau porc introduit dans un élevage
doit être isolé pendant une période de **21 à 30 jours**
avant d'être mélangé au reste du troupeau.



2. CONTRÔLEZ LES ENTRÉES

- Limitez l'accès de votre porcherie
aux seules personnes autorisées.
- Tenez un registre des visiteurs.



3. DÉSINFECTION RÉGULIÈRE

Désinfectez régulièrement les équipements,
les véhicules et tout matériel entrants
dans l'exploitation.



4. HYGIÈNE DES BÂTIMENTS

Nettoyez et désinfectez régulièrement
les bâtiments d'élevage.



5. ALIMENTATION SÉCURISÉE

- Ne consommez jamais la viande d'un animal
malade ou retrouvé mort de cause inconnue.
- Ne nourrissez pas les porcs avec des déchets
alimentaires contenant de la viande, des déchets
d'abattoirs ou de charcuterie, ni avec les eaux
de lavage de poisson.



6. NE JAMAIS ABATTRE NI CONSOMMER

tout animal malade ou
mort de cause inconnue.



SOYEZ ATTENTIF AUX SIGNES DE LA PPA

- Forte fièvre
- Perte d'appétit
- Rougeurs/bleuâtres sur la peau
- Difficulté à respirer
- Avortements
- Mortalité soudaine

**SIGNEZ IMMÉDIATEMENT
TOUTE SUSPICION À VOTRE
SERVICE VÉTÉRINAIRE**

Agir pour notre
Souveraineté Alimentaire

Numéro vert
800 200 38

LA PRÉVENTION AUJOURD'HUI, C'EST LA SURVIE DE NOS ÉLEVAGES DEMAIN.